

Déniée, accusée de rompre la solidarité... Et pourtant, elle existe !

Les Wallons ? Ils sont belges, francophones, souvent les deux. Européens, bien sûr ! Urbains, ruraux, du sillon industriel ou de la nationale 4, Carolos, Luxos, principautaires, Picards ou Gaumais... De souche ou d'adoption, comment peut-on encore prétendre être wallon en 2008 ? Par provocation, autodérision, malédiction ? La Wallonie serait un repli. Déjà une rupture de solidarité, bientôt un égoïsme... Ne serait-elle pas un nationalisme ? Une frustration. Et pourtant, elle existe. Comme une force irrépessible, un caillou dans la chaussure, cette petite voix qui dit « non ». La Région a un projet, une histoire, des ambitions. Même si dans la famille fédérale, elle est le parent pauvre, l'enfant majeur qui n'est pas émancipé, celui qui ne s'en sortira jamais seul.

JEAN-CLAUDE VANDERMEEREN

Le XXI^e siècle a sa *Muette de Portici* : *Bye bye Belgium*. Cette fiction, réalisée et interprétée dans leur propre rôle par des journalistes de la RTBF et quelques hommes politiques — pas tous fréquentables ! —, représente un symbole de basculement. Pris dans un jeu de rôle à la dimension de la Communauté française, nous nous sommes fait peur, le temps d'une soirée, avec un réalisme qui a surpris le monde entier. Dans un délire fantasmatique pleinement assumé par ceux qui en furent les cibles, la Flandre avait alors brusquement fait sécession, abandonnant le solde belge à des francophones chargés d'en accommoder les restes. Et, curieusement, les réactions virtuelles d'un attachement populaire à la Belgique et à ses emblèmes devaient devenir réalité dans les jours, les semaines et les mois qui ont suivi.

Au cours de l'été 1993, l'engouement pour la monarchie avait surpris de la même manière au moment des funérailles de Baudouin. Treize années plus tard, le film de la RTBF a surtout traduit une transformation profonde de la sociologie politique wallonne marquée au lendemain de la guerre par les questions « royales », « scolaires » et sociales avec la grève de l'hiver 60-61. Au point de pouvoir s'interroger: plutôt que la fin de l'État belge, n'est-ce pas l'évaporation d'une identité wallonne qu'aurait illustrée le travail de Philippe Dutilleul?

DÉNI WALLON

Aujourd'hui, le débat ne porte pas sur cette transformation d'une « Wallonie régionaliste et républicaine » en une « Wallonie belge et monarchiste ». Il s'articule sur un déni identitaire. « Les Wallons ne savent pas qui ils sont, explique Pierre Verjans, dans une interview accordée à *Vers l'Avenir*¹. Les gens ne se retrouvent pas dans l'identité wallonne. Les Wallons, ce sont des Belges qui ne sont ni Flamands ni Bruxellois. » Et le politologue de l'ULg de souligner: « Aujourd'hui, c'est à la Communauté que cela se passe. Il y a une unité francophone voulue par tous les partis. »

Pour comprendre cette situation, il convient de sérier les constats.

Effectivement, le débat politique se structure, comme les partis, au niveau communautaire. L'affaiblissement du courant régionaliste est une réalité en Wallonie. Il est amplifié par des choix répétés qui traduisent une volonté de marginalisation de la Région. Ainsi, quand il a fallu remplacer à la présidence du gouvernement wallon, Jean-Claude Van Cauwenberghe démissionnaire, Elio Di Rupo a fait le choix de rester en même temps à la tête du PS. Il exprimait ainsi que la conduite de la Wallonie n'est ni une fonction à sa dimension ni une occupation à temps plein. C'est un même message que répète le patron socialiste au moment de la constitution du gouvernement fédéral Letermé I^{er} en désignant comme chef du gouvernement de la Communauté le déjà ministre-président de la Région wallonne, Rudy Demotte.

Au sein de l'état fédéral, la Communauté française constitue sans doute le niveau le plus dépendant et le plus désargenté. Son financement a été mal négocié et surtout elle ne dispose pas des moyens fiscaux nécessaires à la réalisation de ses projets. Cette réalité a conduit à un désinvestissement de l'enseignement, par ailleurs, rigidifié dans sa gestion par la permanence de réseaux concurrents. La Wallonie en pâtit qualitativement par l'existence d'inégalités entre élèves dans leurs parcours scolaires et quantitativement par l'insuffisance du nombre de diplômés de l'enseignement secondaire supérieur, par les taux de redoublement et par ceux des décrochages... L'analyse fait apparaître des différences structurelles avec la situation en Région bruxelloise qui justifient

¹ En ligne le 20 décembre 2007 : <http://www.actu24.be/article/dites_byebye_wallonie/79905.aspx>.

des politiques spécifiques. Cet échec n'altère pourtant nullement une image de la Communauté française présentée comme le lieu de la solidarité.

La permanente publicité pour les concepts de « francophones de Belgique » et de « nation francophone » renvoie *de facto* toute velléité identitaire wallonne à un double procès : celui d'une rupture de solidarité avec les Bruxellois de langue française et celui d'un repli sur soi. La question de la pertinence de fonder une « nationalité » sur un héritage culturel — la langue maternelle — n'est jamais posée. Elle heurte frontalement une définition partagée de l'appartenance à la Wallonie (« Sont wallons les gens de Wallonie »). Elle impose comme valeur un principe à la base des revendications flamandes... d'homogénéité linguistique et entend substituer à un souci d'ouverture un principe de... discrimination. Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes !

La Wallonie partage avec l'État fédéral une caractéristique culturelle : elle ne dispose pas d'instruments médiatiques rayonnant sur sa géographie. Elle apparaît ainsi en permanence dans les flux des informations comme une réalité « périphérique » (par rapport à Bruxelles, siège de toutes les autres institutions)... Ou comme éloignée des préoccupations locales des tirages « sous-régionaux ».

Les talents de Wallonie qui s'illustrent dans tous les domaines de la vie se revendiquent rarement d'une appartenance régionale. Ce qui est particulièrement évident pour le sport vaut également dans le domaine culturel. L'air du temps contribue puissamment au discrédit de toute dimension wallonne. Raoul Reyers, le « Superwallon » du *jeu des dictionnaires* de la Première, se veut le chantre de l'autodérision. Se trompe-t-il beaucoup quand il affirme mi-gouguenard mi-sérieux que l'adjonction du qualificatif « wallon » suffit à disqualifier n'importe quel substantif ? Homme politique... wallon ? Logement social... wallon ? Culture... wallonne ?

La Wallonie a été la première nation industrielle du vieux continent. Pendant plus de cent trente années, la richesse née de son travail a nourri la Belgique. Depuis moins d'un demi-siècle, la Flandre produit plus de valeur ajoutée grâce aux investissements internationaux qui y ont été dirigés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La délocalisation de l'industrie lainière, la fermeture des charbonnages et la restructuration de la sidérurgie continentale ont, dans la foulée, porté un sérieux coup au développement wallon.

FÉDÉRALISME À TROIS

L'État national n'a pas répondu aux appels des syndicalistes wallons de la FGTB pour préparer l'amortissement de ces chocs prévisibles. C'est de là qu'est née en Wallonie la revendication d'une régionalisation des outils économiques doublée d'une volonté de réforme de structure. Ce projet a structuré un fédéralisme à trois basé sur les Régions. Plus que jamais il reste d'actualité.

Sa concrétisation porte aujourd'hui des fruits. L'emploi n'a jamais été aussi développé. Si la part de la richesse produite en Wallonie demeure insuffisante dans le produit intérieur brut belge, la croissance économique a retrouvé un dynamisme dans le sud du pays. La Région a un projet: « Le contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons » a ainsi été l'objet d'une large consultation de la population et d'une concertation approfondie avec les interlocuteurs sociaux avant d'être officiellement adopté en janvier 2005. Ce document d'orientation constitue un cadre général détaillé dans lequel les choix stratégiques du nouveau Plan Marshall ont pu être opérés.

Les résultats sont encourageants alors que les politiques économiques menées au départ de l'État fédéral continuent de privilégier l'économie régionale qui en a le moins besoin. En effet, les réductions linéaires de cotisations sociales consenties au nom de la compétitivité profitent d'abord à la Flandre dont les salaires moyens sont plus élevés et dont l'emploi est plus développé. Les moyens dont se privent les finances publiques pour développer la politique d'intérêts notionnels ne profiteront qu'à concurrence de 14 % aux sociétés wallonnes (c'est la part de l'impôt des sociétés enregistrée dans les bureaux de recettes wallons). Les orientations de la politique sociale continuent, de la même manière, d'être inspirées par la seule réalité flamande. Ainsi, le prétendu Pacte de solidarité entre les générations et le Plan d'accompagnement des chômeurs ont-ils été conçus pour répondre aux besoins d'une situation économique proche du plein-emploi.

Dans ce contexte, l'État fédéral n'a encore de sens que parce qu'il assure l'organisation d'une solidarité interpersonnelle importante à travers une sécurité sociale forte et l'organisation d'un droit du travail commun.

Pour ce qui relève de la dimension de l'espace Wallonie-Bruxelles, la régionalisation des compétences communautaires doterait les Régions de moyens complémentaires au développement de leur identité respective. En l'absence d'un consensus sur cette perspective, il est urgent que la Communauté prenne en considération les spécificités wallonnes et bruxelloises de l'enseignement (à organiser sous une coupole commune, mais au départ de deux pouvoirs organisateurs régionaux), des médias (notamment par la création de chaînes régionales parallèles aux chaînes « communautaires »), de l'aide aux personnes (en développant un accueil de l'enfance adapté) et de la culture...

Toute forme de « fusion » entre Région wallonne et Communauté française, pour peu qu'elle soit réalisable, ne pourrait être comprise que comme le déni de l'existence même de la Wallonie. Dissoute, que vaudrait encore sa solidarité à l'égard de Bruxelles? ■